

PATHOLOGIE SOCIALES

1- Les Z.H.U.N et la marginalité sociale chez les jeunes

Dr. Rouag Abla

*Maître de conférence en Psychologie sociale
L.A.P.S.I. Université de Constantine*

Mr Bahri Noufel

*Maître assistant en Architecture
L.A.P.S.I.*

LE PROBLÈME

Le milieu urbain et l'environnement bâti agissent souvent sur les individus et influencent leurs comportements. En effet, la ville n'est pas un simple assemblage de constructions et de bâtisses, elle est aussi la scène où se joue toute la vie urbaine, le cadre de vie où les dimensions physiques sont intimement liées aux dimensions sociales et personnelles. « Rapprochant les hommes ou dressant entre eux des barrières. La ville n'est pas qu'habitat, elle est aussi espace offert ou interdit à leur usage (Xavier Piolle 1990) » Une ville doit donc offrir au citoyen bien plus que le gîte, elle doit réunir les facteurs contribuant au développement d'un environnement urbain significatif et positif. Pour cela, elle doit disposer d'espaces et de structures favorisant le regroupement et l'interaction des habitants afin de développer l'esprit civique et d'assurer l'épanouissement individuel et collectif.

Cependant, de nos jours, l'espace urbain est une préoccupation majeure. La croissance des villes, actualité permanente pour les pays en développement, fait que l'on estime que les zones urbanisées devraient doubler en une quinzaine d'années. La population mondiale est de plus en plus urbanisée : en 1950, 30% seulement de l'humanité vivait dans des villes, en l'an 2000, un être humain sur deux est devenu citadin. En 2025, les citadins seraient au nombre de 5 Milliards et représenteraient les 2/3 de la population mondiale. En Algérie, la population des villes est actuellement de l'ordre de 60%, alors qu'avant la colonisation, la population était presque exclusivement rurale.

Cette urbanisation très importante constitue un des plus grands bouleversements qu'a connu la population algérienne, autant au plan des changements de la situation socio-économique qu'au plan des transformations du cadre de vie. En effet, L'histoire de l'urbanisation en Algérie correspond aux multiples expériences faites d'une succession de continuités et de ruptures, de réussites et d'échecs.

Sous l'effet d'une pression démographique importante, d'un exode rural massif et afin de contrôler son développement urbain, l'Algérie a tenté de relever le défi d'une meilleure qualité de vie pour ses citoyens dans un nouveau cadre digne d'une société moderne. Pour concrétiser cela et répondre à une demande de logement et d'infrastructures sans cesse croissante, il fallait construire vite, en grande masse et surtout à moindre coût.

La solution s'est imposée d'elle-même, le choix s'est fixé sur les procédés de construction modernistes et l'industrialisation. La ville moderne selon ce point de vue devait répondre aux fonctions types, relatives aux besoins types de l'Homme moderne c'est à dire « habiter, travailler, circuler, se recréer » donnant naissance à une nouvelle architecture et un nouvel urbanisme. Pour l'habitat furent inventées les (Z.H.U.N.) Zones d'Habitat Urbaines Nouvelles, pour le travail : les (Z.I) zones industrielles, et pour la circulation les autoroutes...etc.

Ainsi les voies à grande circulation devaient remplacer tout l'ancien système de rues et de places, les espaces verts arrachés à l'habitation se développant en hauteur (sous forme de tours) devaient assurer le droit de tous les hommes au soleil, à l'air pur et à la vue dégagée sur les espaces libres " Toute la ville sera couverte de verdure. L'air pur et lumière seront à profusion " Le Corbusier(1960, P : 153).

Ces théories importées en Algérie, depuis le début des années 1970 ont donné naissance à un autre type d'espace urbain et à de formes urbaines lesquelles, si elles règlent un certain nombre de problèmes, en posent d'autres, surtout sur le plan humain.

En effet, en abolissant l'ancienne structuration de l'espace et en supplantant les rues, les places et les espaces publics, le nouvel espace urbain a considérablement contribué à la réduction des possibilités d'échange et de convivialité et a isolé l'homme chez lui. En effet, dans les Z.H.U.N., ensembles de plus de 1000 logements, construits à la périphérie des villes, l'espace public qui, autrefois, servait d'espace d'échanges et de communication a été remplacé par l'espace vague

séparant les constructions et faute d'une gestion adéquate ce qui devait être de grands parcs de verdure a été réduit à des $\leq$ no man's land $\leq$. Dépourvues de tout statut officiel, ce qui a favorisé leur appropriation pour des activités et des pratiques informelles, voir même dangereuses, les nouvelles formes en opposition totale avec les repères traditionnels de l'homme ont généré des espaces standardisés, monotones et anonymes, difficilement assimilables par l'esprit humain.

Concernant le logement, la conception souvent faite par des architectes étrangers prenait rarement en considération le mode de vie et les pratiques sociales des habitants et la réalisation en béton armé ne laissait pas souvent de marge de manœuvres pour la modification des logements par les habitants, les contraignant ainsi à adapter leurs pratiques à cet espace et non l'inverse. Cette double frustration vécue à l'intérieur du logement et à l'extérieur a fait que très vite ces lieux, ont favorisé l'émergence progressive de mécanismes sociaux négatifs, les Z.H.U.N et les grands ensembles (formations de 400 à 1000 logements) deviennent ainsi des lieux synonymes d'exclusion, de marginalité et de danger.

Cette mutation urbaine s'est produite dans des contextes sociaux, politiques et économiques souvent très instables et eux-mêmes en pleine évolution, entraînant la fragilité sociale, prépondérante dans ces quartiers, sous la forme du chômage, de la pauvreté, de l'exclusion, voire même de la criminalité. Les conditions objectives du relogement dans les quartiers péri-urbains sont le sous équipement collectif, social et commercial, peu propice à une vie décente.

De plus, les grands ensembles et les Z.H.U.N., par leurs qualités de même de lieux périphériques et décentrés par rapport à la ville se trouvent loin de tous les centres de culture et de loisir, loin de tous les avantages que peut offrir la vie urbaine. Par la vacuité et la répétitivité de leurs espaces, par l'anonymat et l'indifférence qu'ils engendrent chez leurs habitants, entraînent une forme de marginalité de la population.

Si les plus jeunes dépendent de la disponibilité des parents et de leurs moyens, qu'advient-il des adolescents transposés dans ces nouveaux quartiers, connus pour leur manque d'infrastructures et de loisirs et exclus de la ville et de ses avantages, ou l'espace du logement est si réduit que, souvent, il ne leur permet pas d'y évoluer normalement? Si l'espace du logement est traditionnellement, dans les organisations urbaines, le territoire de la femme, les hommes et les enfants investis-

sant plutôt l'extérieur, qu'en est-il dans ces nouvelles périphéries ?

Ce que nous pouvons remarquer de prime abord, c'est que les jeunes vivent beaucoup dehors, évoluant généralement par bandes, par groupes, dont les âges varient fortement. Ces groupes évoluent à proximité plus ou moins grande de leur domicile, s'éloignant parfois considérablement, sous l'influence de la bande.

La socialisation des enfants et des jeunes serait donc étroitement liée aux espaces extérieurs, où ils passent la majorité de leur temps.

Un deuxième phénomène qui a attiré l'attention des chercheurs est celui de la recrudescence de la violence chez les jeunes, qui se présente sous des formes multiples, dans le monde moderne, et qui est souvent liée à des types particuliers d'habitat.

Robin M. en 1997, a montré que dans les banlieues des nouveaux quartiers périphériques en France, l'aménagement des espaces urbains et de l'habitat n'est pas toujours bien adapté aux besoins des adultes et des enfants, que les distances entre le lieu de travail et le logement sont très grandes : les phénomènes de péri-urbanisation font que le temps des échanges affectifs et la disponibilité émotionnelle des enfants et des adultes est réduite. C'est pourquoi les enfants iraient s'investir dehors plutôt que de rester à l'intérieur des appartements.

Dandurand et Ouellette (1994) ont mis l'accent sur les effets parfois dangereux pour les enfants et pour les autres, de ce phénomène de groupes d'enfants dans les cités. C'est souvent la violence, la drogue, la délinquance qui seraient les conséquences du choix du quartier comme espace de vie des enfants. Ces fléaux sociaux, anciens par leur existence, mais nouveaux dans leur intensité et leur force, prennent des formes nouvelles, parfois inhabituelles et difficiles à cerner.

De son côté, Marie Noëlle Beauchesne (1994) insiste dans ses travaux sur les familles d'immigrés, sur la relation entre les conditions socio économiques et l'impuissance de contrôler les enfants. Le père s'inquiéterait des enfants sans pour cela se substituer à la mère, gardienne traditionnelle de la maison même si elle travaille et rentre tard. La division sociale et sexuelle des rôles familiaux demeure et le père ne remplace pas la mère qui travaille, tandis que le contrôle qu'il exerce sur la famille perd de son autorité. Cette problématique pousserait les enfants dehors tandis que l'environnement social du quartier est redouté comme lieu de provocation des jeunes par les forces de l'ordre.

Les facteurs économiques, familiaux, et affectifs seraient la cause des phénomènes de violence dans les cités selon ces auteurs.

A cette problématique, nous voulons ajouter la question des causes socio-spatiales qui pourraient jouer un rôle considérable dans le fait que les jeunes investissent l'extérieur plutôt que l'intérieur de l'appartement. L'exiguïté du logement pour les familles nombreuses et ses effets négatifs sur la vie familiale rejailliraient sur l'insertion sociale des enfants et pourrait être une cause de l'investissement collectif des espaces extérieurs par les jeunes.

Ce phénomène serait-il lié aux processus de territorialisation, lesquels ne pouvant pas être satisfaits à l'intérieur de l'habitation, s'expriment à l'extérieur ?

En effet, l'appropriation d'un espace personnel étant l'un des éléments fondamentaux de la constitution de l'identité, le jeune a besoin d'un territoire personnel dans lequel il se sentirait à l'aise, sécurisé et à l'abri de toute intrusion étrangère. Ce territoire devrait se trouver dans le lieu dans lequel il passe le plus de temps, c'est à dire le logement. C'est à ce moment là le territoire primaire de l'individu qui peut le personnaliser et y exercer son contrôle. Dans le cas de surpeuplement du logement ou de logements trop petits ou d'utilisations particulières de l'appartement qui ne laissent pas la place à l'investissement de l'espace de l'habitation par tous, l'appropriation de l'espace du logement ne peut pas se faire de manière satisfaisante pour tous les habitants. L'absence d'espace personnel à l'intérieur de l'appartement ou l'impossibilité d'appropriation de l'espace de l'habitation seraient-ils les motifs qui poussent les enfants dehors ? - S'agirait-il alors d'une tentative d'investissement particulier de l'espace extérieur, comme pour compenser l'absence de territoire à l'intérieur du logement ?

En d'autres termes, les jeunes qui n'arrivent pas à s'approprier un territoire personnel à l'intérieur du logement vont-ils s'en constituer un à l'extérieur ?

Une problématique complexe semble donc être à la base des comportements territoriaux des jeunes dans les nouveaux quartiers, faite à la fois de facteurs spatiaux, socio-économiques, psychosociologiques et affectifs. Ceci nous pousse à poser les questionnements suivants :

L'investissement de territoires extérieurs est-il une nécessité pour les jeunes de ces quartiers ?

Est-il une conséquence de l'absence d'espace personnel à l'intérieur des logements, lequel serait dû aux mauvaises conditions de vie et d'habitat ?

Est-il une forme de marquage et de tentative d'appropriation d'espaces extérieurs en l'absence d'espaces intérieurs ?

Et cet investissement des territoires extérieurs passe-t-il nécessairement par la violence, par la délinquance, par l'usage de la drogue ...? Ou bien ces comportements déviants seraient-ils dus à des caractéristiques particulières des nouveaux territoires ?

APPROCHE DE TERRAIN

Une enquête de terrain a été menée en 2000 dans tous les grands ensembles de quatre villes de l'est Algérien, sous la forme d'un questionnaire passé à 368 jeunes, âgés de 13 à 23 ans, puis d'entretiens avec 10 adolescents de l'échantillon initial.

L'objectif principal de cette enquête était de démontrer le parallèle entre marginalité spatiale et marginalité sociale, en mettant en évidence le fait que les quartiers péri-urbains peuvent être générateurs de déviance et de délinquance chez les jeunes.

Nous entendons par marginalité sociale toute forme de comportement qui s'éloignerait d'une manière tangible des normes admises socialement. Le terme engloberait donc à la fois les comportements délinquants, et tous les actes qui n'étant pas punis par la loi, demeurent quand même déviants ou inadaptés par rapport aux normes sociales. La marginalité sociale serait donc un continuum qui part de comportements, lesquels, tout en n'enfreignant pas la loi, sont en opposition avec les valeurs sociales, jusqu'aux actes délictueux sanctionnés par la loi. La marginalité ou déviance devient dans ce cas extrêmement franchement délinquance.

Les objectifs particuliers de la recherche étaient de montrer que :

- Les jeunes, ne pouvant pas se constituer un territoire à l'intérieur du logement, culturellement territoire des femmes, étaient en quelque sorte chassés vers l'extérieur.

- L'appropriation d'espaces extérieurs, vides et sans fonction, était le seul moyen pour les jeunes de se constituer une identité et une individualité dans l'anonymat du grand ensemble.

- Cette appropriation des espaces extérieurs se fait collectivement, par bandes, et passe nécessairement par la violence et les comportements déviants, à un âge sensible comme l'adolescence.

Les résultats de cette enquête sont effrayants et nous confrontent à une réalité inquiétante. « Pas plus angoissante que ce qui existe dans les bidonvilles » disent certains, comme si le bidonville était une référence. N'oublions pas que le principal objectif de l'implantation des Z.H.U.N. était justement l'élimination du mode de vie imposé par la bidonville et la création de cadres de vie plus agréables et plus sains.

Les principales réponses au questionnaire sont exposées dans le tableau suivant :

Item	Intitulé de la question	Oui en %	Non en %
1	Scolarisé	154 : 42	213 : 58
2	Existence de problématique familiale	106 : 28,88	261 : 71,11
3	Appartement assez spacieux	166 : 45,23	201 : 54,76
4	Appartement confortable	215 : 58,58	152 : 41,41
5	Assez de place pour chaque membre de la famille	179 : 48,77	188 : 51,22
6	Passer beaucoup de temps à la maison	55 : 14,98	312 : 85
7	Rentrer tôt à la maison	122 : 33,24	235 : 64,03
8	Se sentir à l'aise à la maison	137 : 37,32	230 : 62,67
9	Le fait de s'ennuyer à la maison	250 : 68,11	117 : 31,88
10	Passer du temps dehors par manque d'espace à l'intérieur	137 : 37,32	230 : 62,67
11	Disputes fréquentes à la maison	233 : 63,48	134 : 36,61
12	Bonne communication avec les membres de la famille	215 : 58,58	152 : 41,41
13	Famille subvenant à tous les besoins	116 : 31,60	251 : 68,39
14	Faire partie d'une bande	273 : 74,38	94 : 25,61
15	Rester toujours au même endroit dehors	158 : 43,05	209 : 56,74
16	Rester dans la cité	234 : 63,76	133 : 36,23
17	Se sentir à l'aise dans la cité	221 : 60,21	146 : 39,78

18	Accepter le fait que des étrangers s'installent dans la cité	184 : 50,13	183 : 49,86
19	Se battre contre les étrangers	109 : 29,70	258 : 70,29
20	Avoir déjà été interpellé par la police	107 : 29,15	260 : 70,84
21	Avoir commis des actes délictueux	155 : 42,23	212 : 57,76
22	Avoir fugué	75 : 20,43	292 : 79,56
23	Avoir endommagé des voitures	92 : 25,06	275 : 74,93
24	Avoir commis des vols	158 : 43,05	209 : 56,94
25	Avoir commis des agressions	76 : 20,70	291 : 79,29
26	S'être attaqué à des maisons	75 : 20,43	292 : 79,56
27	Avoir parmi ses amis des gens qui consomment de la drogue	263 : 71,66	104 : 28,33
28	Avoir le désir de consommer de la drogue	181 : 49,31	186 : 50,68
29	Espoir d'avoir dans l'avenir une place stable dans la société	296 : 80,65	71 : 19,34

Tableau 1 : Fréquences et pourcentages des réponses au questionnaire

Les premiers résultats de cette enquête ont donc mis en évidence le fait que :

- Une très grande majorité de jeunes fait une évaluation négative de l'espace du logement et y passe très peu de temps.
- Plus de la moitié de l'échantillon n'est pas scolarisé, même pour les adolescents qui sont encore à l'âge de la scolarité obligatoire.
- 75% des jeunes font partie d'une bande dont le territoire est dans la cité.
- Une grande majorité juge les espaces extérieurs monotones, répétitifs et dévalorisés.
- La défense du territoire contre les étrangers se fait par la violence, et ce notamment chez les jeunes issus de foyers surpeuplés.
- Presque la moitié des jeunes interviewés a déjà commis des actes délictueux.

Le traitement statistique des réponses au questionnaire (chi carré et analyse factorielle des correspondances), puis l'analyse des entretiens (à l'aide du programme d'Analyse Propositionnelle du Discours de R

Ghiglione) ont fait apparaître que :

- La marginalité sociale serait une conduite réactionnelle se développant surtout à partir de 17 ans, (les adolescents plus jeunes manifestant de manière générale un plus grand conformisme), et diminuant sensiblement à partir de 20 ans, ce qui met en évidence la caractère transitoire de la marginalité.

- Le niveau socio-économique constitue un facteur favorisant l'apparition de la marginalité sociale sous certaines conditions : d'abord que l'âge de l'adolescent soit assez avancé (et dépasse les 16 ans), et ensuite que le fonctionnement familial soit particulier et se caractérise par la carence d'autorité, par une absence de prise en charge, et l'absence de valeurs et de normes familiales, soit une forme d'anomie familiale.

- Un constat de carence concerne le rôle de l'école en tant qu'institution de socialisation doit être fait: l'école des grands ensembles n'est pas arrivée à socialiser tous les élèves, c'est à dire à les faire adhérer aux normes de la société, dans la mesure où un bon nombre d'entre eux commencent à se marginaliser dès leur sortie de l'école, et même quand ils sont encore scolarisés. La rupture scolaire serait le premier signe avant coureur de la marginalité sociale. Ce constat de carence concerne également le rôle d'instruction de l'école, que les enfants quittent trop tôt.

- Les problématiques familiales, par les modèles communicationnels qu'elles engendrent, le manque de communication et l'affaiblissement des relations parents-enfants, la carence d'autorité paternelle, l'absence de normes et de valeurs traditionnelles d'entraide dans la famille, contribuent à créer des conditions d'insécurité et d'isolement social, favorables à l'éclosion de la violence et d'attitudes déviantes chez les jeunes.

- La bande est un phénomène qui apparaît très tôt, particulièrement chez les jeunes vivant dans des conditions défavorables, phénomène qui prend de l'ampleur un peu plus tard, pour diminuer chez les plus âgés, sauf chez ceux pour qui la bande reste le support des activités marginales. La bande est le cadre des relations sociales chez le jeune qui ne trouve pas dans sa famille des conditions favorables, et l'incitateur aux actes déviants.

- Le jeune garçon dispose rarement d'espace personnel à l'intérieur du logement, soit à cause de son exigüité et de sa situation de surpeu-

plement, soit à cause de ses conditions de confort défavorables, soit à cause du mode de vie et de relations de la famille, ce à quoi il ne peut réagir que par la fuite vers l'extérieur et la recherche d'autres espaces.

– Une proportion très forte (85%) de jeunes passe beaucoup de temps dehors, et une proportion presque aussi importante rentre tard le soir. Plus de 60% de la population enquêtée (soit 234 jeunes) reste dans la cité, seuls les plus âgés s'éloignent de leur quartier. Plus de 40% des jeunes enquêtés restent au même endroit dans la cité, comme cela a été fréquemment décrit dans la littérature : ils s'approprient un territoire dans la cité. 184 jeunes soit 78% de ceux qui restent dans la cité, n'acceptent pas les étrangers dans leur cité, et 109 sont prêts à se battre contre les intrus, soit 46% de ceux qui restent dans la cité, et 68% de ceux qui restent au même endroit dans la cité: ceci signifie que la défense du territoire concerne non seulement la parcelle de territoire appropriée, mais également toute la cité qui est considérée comme le territoire de ceux qui y habitent, qui sont prêts à le défendre par la violence contre les intrusions étrangères. Ce sont surtout les jeunes de foyers surpeuplés, donc ceux qui ne disposent pas d'espace personnel à l'intérieur de l'habitation qui ont tendance à défendre le territoire par la violence. Ceci serait le signe d'une compensation d'espaces intérieurs inaccessibles à une catégorie de jeunes, par des espaces extérieurs qu'ils font leurs, qu'ils s'approprient pour en faire leur propre espace. Lorsque l'espace de l'habitat ne représente pas un univers affectif et social satisfaisant, il ne peut pas être investi comme un lieu d'interaction sociale. Dans ce cas, ce sont les espaces extérieurs qui sont recherchés comme lieux d'interaction sociale. Fischer G.N. (1992) cite une étude portant sur la vie dans une Z.U.P., qui met en évidence la relation entre l'investissement sur l'espace intérieur et le désengagement par rapport à l'extérieur. Nous constatons dans notre enquête, que chez les jeunes garçons, dont l'espace personnel n'est pas celui du logement, c'est le processus contraire qui se produit : il y a plutôt un désengagement vis à vis de l'intérieur et un investissement des espaces extérieurs. Ce sont les espaces extérieurs qui sont appropriés comme territoire.

L'analyse des entretiens a montré que, dans le cas où le territoire n'est pas défendu par la violence, c'est souvent que la bande qui y a élu domicile s'est suffisamment imposée pour que personne ne cherche plus à empiéter ce territoire : la bande est respectée et son territoire également.

Le processus d'appropriation des territoires extérieurs semble se faire selon un schéma assez simple : les jeunes de la tranche d'âge des plus petits commencent à s'approprier les territoires extérieurs, à l'intérieur de la cité, souvent en élisant domicile dans un endroit particulier. Ils défendent ce territoire contre les étrangers par la violence quand il le faut, jusqu'à faire respecter leur espace. A la fin de l'adolescence, ils commencent à s'éloigner de la cité, et finissent par abandonner leur territoire aux plus jeunes qui y élisent domicile à leur tour.

L'appropriation des territoires extérieurs n'exclut pas le fait que les espaces extérieurs soient sujets à des critiques de la part des jeunes, qui, comme cela apparaît clairement dans les entretiens les considèrent souvent comme un ensemble d'espaces négatifs, monotones, répétitifs, dévalorisés, et impliquant un certain nombre de contraintes : éloignement de la ville, promiscuité, nuisances... Les jeunes restent cependant dans leur quartier, car malgré tout il les sécurise.

Fischer G.N. après analyse du lien affectif existant entre les individus et le cadre de vie représenté par le grand ensemble, conclut que « les caractéristiques architecturales, sociales, du grand ensemble, jouent un rôle de révélateur, de facilitateur, et d'amplificateur des attitudes sociales dans ce type d'habitat. Si la vie dans les grands ensembles suscite des conduites sociales spécifiques, c'est sans doute à cause de ses caractéristiques spatiales négatives (inconfort, délabrement, nuisances), mais aussi à cause des attitudes et des représentations dont il est l'objet. » (Fischer, 1992, p. 151)

Ce serait donc non seulement les caractéristiques du grand ensemble, mais surtout les représentations négatives que l'on s'en fait, quelles que soient les données objectives de l'habiter, qui entraînent un certain nombre d'attitudes de la part des habitants. Fischer insiste sur le fait que des groupes sociaux redéployent leur volonté d'enracinement et créent des liens territoriaux pour lutter contre l'anonymat dans un contexte où l'isolement et l'indifférence prédominent. Les habitants utiliseraient donc des moyens pour se défendre contre les effets sociaux de la marginalisation spatiale. Ce phénomène de territorialisation des liens sociaux dans les banlieues serait donc un facteur de sécurisation sociale et culturelle. Ainsi, des espaces au départ marginaux, car isolés de la ville pourraient devenir par leur appropriation, le support d'une reconnaissance sociale. L'appropriation de territoires extérieurs par les jeunes serait donc un processus de dynamique sociale, permettant

de se faire reconnaître, de se faire respecter dans un lieu, alors qu'ailleurs, on n'existe pas. Ce respect du soi-social passe donc nécessairement par le respect de la part des autres, du territoire approprié, qui revêt une fonction sociale très importante pour ceux qui l'occupent.

Fischer précise au sujet de ces espaces appropriés par les bandes, qu'ils sont au départ des espaces interstitiels, c'est à dire qui se situent à la frontière du fonctionnel et du non-fonctionnel, qui vont être investis par des groupes, souvent marginaux ou déviants, qui vont se les approprier suivant un style d'occupation qui leur en donnera la maîtrise, notamment en exerçant à l'égard d'autres groupes une revendication territoriale affirmée.

Selon les travaux de Fischer, non seulement les territoires extérieurs sont le support d'un type de sociabilité particulier et nécessaire dans les grands ensembles, mais ils en sont le principe même : Ce n'est pas la relation sociale qui prend appui sur l'espace dans ce cas, mais c'est l'espace lui-même par son existence, par ses caractéristiques, ses représentations, qui crée la relation sociale en son sein.

Le désinvestissement des espaces de l'habitation, perçus comme négatifs, pousserait donc les adolescents à s'approprier des espaces extérieurs.

CONCLUSIONS

Dans les Z.H.U.N et les grands ensembles, entre le logement espace privé et intime et les espaces publics lieux d'interactions sociales se constituent des modes de vie et d'habiter particuliers. C'est la lutte constante à la recherche d'un espace de vie où chacun tente à la fois de maintenir et défendre sa place et de garantir la coexistence et les cohabitations mutuelles. A cet effet, La marginalité constituerait chez les adolescents un processus d'adaptation à l'inadaptation sociale et spatiale de l'individu aux grands ensembles ; elle serait une tentative hors norme de se constituer comme acteur social, par des jeunes qui n'ont pas les moyens de s'affirmer autrement, dans des lieux eux-mêmes marginalisés. C'est également une réponse à une exclusion spatiale de la ville en tant que centre de la sociabilité.

L'exclusion sociale et spatiale dont font l'objet les jeunes des grands ensembles périurbains, vécue avec frustration, les pousse à s'approprier les territoires extérieurs qu'ils rendent leurs.

Cette exclusion est vécue sur un double plan d'exclusion sociale et spatiale par les jeunes de milieux défavorisés, qui n'ont pas de place dans le système social, économique et politique actuel, et provoque des réactions de violence, de révolte, et des conduites marginales.

Le processus d'appropriation des territoires extérieurs se fait d'une manière collective, avec et dans une bande, et sous l'influence de laquelle ils adoptent des conduites marginales par lesquelles :

- Ils expriment leur désaccord vis à vis des normes sociales par des offenses aux codes légaux et religieux.

- Ils défendent leur territoire, pour se faire reconnaître et respecter dans un lieu, alors qu'ailleurs, ils n'existent pas ; ils s'assurent ainsi un minimum vital légitimé, qu'ils ne peuvent pas obtenir d'une autre manière.

- Le climat du grand ensemble, par l'anonymat qu'il imprime, favorise la recherche de la reconnaissance par l'autre, et les contacts sociaux. Ce phénomène diminue à la fin de l'adolescence, lorsque le jeune ne cherche plus à prouver son existence, et qu'il devient capable d'aller vers d'autres espaces.

Ces résultats nous amènent à conclure à l'échec de la socialisation des jeunes au sein du grand ensemble, dont les structures n'offrent pas les repères sociaux et spatiaux nécessaires à la socialisation, laquelle doit passer par des voies détournées pour permettre aux jeunes la réalisation de soi.

Quels que soient les motifs, La ville doit favoriser l'élimination des barrières et des espaces interdits et non leur instauration, ceci explique sans doute les critiques apportés aux grands ensembles et force à réfléchir d'urgence à de nouvelles formes urbaines et une nouvelle forme de faire la ville, une forme plus réaliste et surtout plus humaine.

BIBLIOGRAPHIE

- 1 – BALLION R. (1999) – *Les conduites déviantes des lycéens et l'éducation à la citoyenneté. Rapport de recherche du CADIS (Centre d'analyse et d'intervention sociologiques)*
- 2 – BEAUCHESNE M.N. (1994) – *les familles d'origine immigrée et leur logement. Une problématique d'intégration ? Les cahiers de sociologie de la famille n°1 – Actes du colloque- Liège 5 et 6 mai 1994, pp.41-56*
- 3 – DURANDAND R. et OUELETTE F.R. 1994 – *Le quartier comme espace de vie des familles en milieu populaire. Numéro spécial des cahiers de sociologie de la famille. Actes du colloque «Les espaces de la famille» Liège, 4, 5 mai 1994, pp 173-184.*
- 4 – FISCHER, G.N. (1992) - *Psychologie sociale de l'environnement. Toulouse, Privat.*
- 5 – LE CORBUSIER.(1960), *Précisions sur un état présent de l'architecture et de l'urbanisme*, Vincent Fréal & C. Paris.p.152.
- 6 – ROCHEFORT M et ASCHER F. (2000) - *Nouvelles formes de métropolisation et fragmentation urbaine.*
<http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/edu/datas/drcs/ouvr8/chap1.htm>
- 7 – ROUAG-DJENIDI A. (1998) - *Appropriation de l'espace: l'habitat dans les grands ensembles à Constantine. Presses Universitaires du Septentrion, Lille.*
- 7 – ROBIN M.(1997) - *La dynamique familiale et la perspective environnementale. Psychologie française, n° 42-2, 133-139,*
- 8 – XAVIER P. (1990) : *Les citadins et leur ville, Privat, Paris 1990*